Le Défi Media Group - Mauritius News Information Portal - Defimedia.info : découvrez l'actualité de l'île Maurice en direct -
http://www.defimedia.info

L’économiste Eric Ng : « Ce n’est pas le moment de frustrer les entreprises »

http://www.defimedia.info/articles/4747/1/Leconomiste-Eric-Ng--Ce-nest-pas-le-moment--de-frustrer-les-entreprises-/Page1.html

By Christina Vilbrin Christina Vilbrin
Published on 05/21/2011

En collant la situation du chômage sur le dos des entreprises, on risque de créer des tensions dans le monde des affaires, craint Eric Ng, directeur du cabinet PluriConseil. Pour l’économiste, un durcissement des lois du travail découragerait les entreprises à recruter.

En collant la situation du chômage sur le dos des entreprises, on risque de créer des tensions dans le monde des affaires, craint Eric Ng, directeur du cabinet PluriConseil. Pour l’économiste, un durcissement des lois du travail découragerait les entreprises à recruter.

Le FMI et la Banque mondiale tirent la sonnette d’alarme sur le niveau d’endettement de Maurice. La situation est-elle si grave ?
A environ 60 % du PIB, la dette publique est encore sous contrôle et gérable. Si le taux grimpe à 65 %, comme le prévoit la Banque mondiale, la situation deviendra alors sérieuse. D’autant plus que le gouvernement a prévu de réduire le niveau de la dette à 50 % en 2018. D’autre part, le gouvernement modernise les infrastructures publiques et routières. Le ministre des Finances prévoit, d’ailleurs, un plan d’investissement de Rs 150 milliards pour les travaux publics dans les dix prochaines années. Cela va alourdir la dette publique. Il faut savoir dépenser d’un côté et couper de l’autre côté.

Devrons-nous, comme semble recommander Brettons Woods, compromettre notre système de protection sociale ?
C’est en réformant notre système de protection sociale qu’on arrivera à le consolider, l’améliorer et le conserver. Le maintien du système actuel ne fera que le fragiliser à terme. Le système de protection sociale commence à devenir archaïque. Il ne faut pas avoir peur de lancer le débat sur le ciblage de la protection sociale. Le système de transport gratuit où l’on subventionne les étudiants sur une base universelle est irrationnel. C’est du gaspillage !

La Banque mondiale décrie également le retard pris par Maurice sur le développement des infrastructures. Votre réaction ?
La Banque mondiale a surtout en tête les secteurs de l'eau et de l'énergie où l'on n'a pas vraiment avancé. Le problème de sécheresse devient récurrent chaque six mois. C'est de la faute aux politiciens qui ont retardé les décisions. Le problème d'eau affecte même les entreprises, surtout les teintureries. D'autre part, nous avons plusieurs projets d'hôtels et de centres commerciaux qui vont bouffer de l'eau et de l'énergie. On voit bien que ces deux secteurs sont à la traîne par rapport au développement économique. L'offre n'évolue pas au même rythme que la demande. Il faudra absolument moderniser ces deux secteurs.

Le Bureau central des statistiques vient de publier les derniers chiffres sur le chômage dont le taux passe de 7,3 % en 2009 à 7,8 % en 2010. Au début de l'année, vous n'avez pas caché vos craintes sur une hausse combinée du chômage et de l'inflation. Avez-vous les mêmes appréhensions aujourd'hui ?
Oui ! Le chômage pourrait franchir la barre de 8 %. Une hausse combinée du chômage et de l'inflation est potentiellement explosive. C'est difficile pour le gouvernement de créer davantage d'emplois. On a besoin des entreprises pour recruter les gens.

Parlons de l'inflation. Plusieurs économistes et syndicalistes s'attendent à une crise sociale si l'inflation poursuit sa pente ascendante. Partagez-vous le même avis ?
Définitivement ! Une inflation de 7 % diminuera considérablement le pouvoir d'achat du Mauricien. Les opérateurs économiques privés banalisent le taux d'inflation élevé. L'un d'entre eux a même dit qu'il fallait une inflation de 7 % à 8 % pour créer de l'emploi. Ce sont des propos irrationnels et irresponsables. Une forte inflation appauvrit la population.

L'actualité est également dominée par le bras de fer entre le ministre du Travail et le patronat sur l'éventuel amendement des deux lois du travail. Quel est votre constat sur le sujet ?
Ce n'est pas le moment de frustrer les entreprises. Il ne faut pas faire de la politique politicienne sur la question de l'emploi et du chômage. J'ai l'impression qu'on met la responsabilité du chômage sur l'entreprise. Le ministre des Finances a même dit que si on a le chômage c'est parce que les entreprises recrutent des gens à l'étranger.

Ce genre de position n'est pas sain. Cela va créer des tensions dans le monde des affaires. Le moment est mal venu. Le dialogue social est en panne à Maurice alors qu'on a une tradition de tripartisme. On a l'impression qu'il y a plus un dialogue bilatéral gouvernement et syndicat qu'un dialogue tripartite.

Ces deux lois du travail ont apporté un soutien à l'emploi ces deux dernières années. Avec la crise, le taux du chômage aurait pu être pire. Ces lois ont permis aux entreprises d'avoir une certaine flexibilité, au niveau du recrutement, ainsi que la formation de ceux qui perdent leurs emplois. Ces deux lois apportent un mélange de sécurité et de flexibilité.

Si demain, le gouvernement cherche à durcir les lois du travail, les entreprises ne licencieront pas, mais elles hésiteront avant de recruter. Alors que chaque année, on compte 10 000 arrivants sur le marché du travail. L'enjeu c'est le recrutement et la création d'emplois et non le licenciement. Il faut qu'il y ait des relations industrielles harmonieuses entre le gouvernement, le syndicat et le patronat.

La roupie forte inquiète. Les exportateurs se plaignent une nouvelle fois de l'appréciation de la monnaie locale. On a l'impression que chaque année, c'est la même rengaine malgré le soutien de l'État pour soutenir les opérateurs économiques…

J'avais cru comprendre que les exportateurs se sont fait à l'idée de l'appréciation de la roupie. Depuis plusieurs années, la monnaie locale a un comportement qui n'est pas stable. Elle s'apprécie et elle se déprécie assez rapidement. Cela peut se comprendre car le dollar n'est pas stable sur le marché international. Il ne faut pas espérer que la roupie soit stable. Les opérateurs ont intérêt à prendre des instruments de couvertures contre les fluctuations de devises. Il ne faudrait pas trop compter sur la Banque de Maurice et le gouvernement pour stabiliser la roupie.